

La fondation de l'ANEQ risque d'être retardée

Les étudiants "s'enfargent" dans les procédures

JONQUIÈRE (LE JOUR) — Pris dans les dédales de la procédure des assemblées délibérantes, les quelque 125 étudiants réunis en fin de semaine pour préparer le congrès de fondation d'une Association nationale des étudiants du Québec (ANEQ) n'en étaient rendus qu'à l'article 6 de la constitution proposée, hier soir à 18 heures. Ils devront donc se réunir de nouveau la semaine prochaine et le congrès de fondation, prévu pour le 22 février, risque

donc d'être retardé.

Les représentants des 45 institutions présents à Jonquière doivent en effet faire rapport à leurs assemblées locales sur le projet de constitution et de règlements qu'ils auront étudié, avant de se réunir pour procéder à la fondation officielle de l'ANEQ. Les étudiants de trois universités (UQAM, U. de M. et Laval), de deux écoles universitaires (HEC et Polytechnique) et d'une polyvalente (Orléans, dans la région de Québec) assis-

taient à l'assemblée de fin de semaine.

Il semble bien, d'après nos informations, que les étudiants du secondaire de la région de Québec envisagent la fondation d'une association nationale à ce niveau et, si cela devait se réaliser, qu'ils proposent une affiliation à l'ANEQ.

Les corrections apportées au projet de constitution, samedi et dimanche, portent principalement sur le préambule de la constitution et les buts de l'ANEQ,

qui définissent ses objectifs; on les voulait quelque peu plus politisés.

Les buts de la nouvelle association d'étudiants seront les suivants, si les assemblées locales les acceptent: regrouper les étudiants et coordonner leurs luttes; faciliter leur organisation à tous les niveaux pour la poursuite d'objectifs communs; défendre et promouvoir les intérêts des étudiants; faciliter les relations entre les associations membres et les autres organismes

étudiants; soutenir toute action qui ne viendrait pas des étudiants mais que les membres jugeraient opportun de défendre.

Les structures qui sont proposées concentrent tous les pouvoirs décisionnels au sein d'un "congrès national" auquel participeraient des délégués des assemblées générales locales, base de la pyramide structurale. Ce congrès élirait sept personnes (une par région) qui composeraient le "conseil central", chargé d'appliquer les décisions prises par le congrès.

Enfin, trois personnes choisies parmi les sept membres du conseil central formeraient le "conseil exécutif", chargé de tâches strictement administratives. Ces trois postes seraient les suivants: secrétaire général, secrétaire-trésorier et secrétaire à l'information. Ce dernier dirigerait un Bureau national d'information et de recherche, qui devrait établir une banque de données sur tout ce qui concerne les problèmes des étudiants.

Page 3

Montréal, mardi 26 novembre 1974

Dans trois semaines

L'Association nationale des étudiants du Québec va naître

par Lise Blissonnette

Déterminés à éviter les erreurs des "anciens", les étudiants des cégeps vont se donner, dans trois semaines, une Association nationale des étudiants du Québec. Le congrès de fondation aura lieu à Québec les 15 et 16 décembre prochain, de même que l'élection d'un premier exécutif national.

On s'y attendait bien un peu depuis la renaissance des associations étudiantes dans une vingtaine de cégeps et les offensives des dernières semaines, où le mot d'ordre était au regroupement et à la coordination inter-collégiale.

En octobre, c'était la lutte contre les Tests d'aptitudes aux études universitaires (TAEU) qui conduisait les étudiants d'une dizaine de collèges à débrayer durant une journée, avant que le ministre de l'Éducation décide, prudemment, de retirer ces tests de la circulation.

Hier, les étudiants faisaient un compte de 33 débrayages à travers la province, pour stigmatiser cette fois le système des prêts et bourses aux étudiants, sa lenteur, son fouillis et sa pécuniosité.

Mais énumérer leurs revendications ainsi, c'est "les traiter morceau par morceau" déplorait hier un porte-parole des étudiants, M. Daniel Dagenais du Cégep de Rosemont, célèbre celui-là par la lutte contre les coupures dans les projets de

construction. Selon lui, les étudiants font une analyse beaucoup plus globale et, sur tous ces fronts, c'est la politique de freinage, de restrictions, et de réduction de croissance, que pratique le ministère de l'Éducation qu'ils veulent combattre.

Bien que la première tâche de la future association soit de "bâtir des associations là où il n'y en a pas", soit dans une vingtaine de cégeps, on ne devrait pas assister à la renaissance d'une Union générale des étudiants du Québec (UGEQ), morte en 1969 à la faveur de la poussée des comités d'action politique (CAP).

L'Association nationale des étudiants du Québec ne veut ressembler ni à l'UGEQ, dont elle ne s'inspirera que pour en étudier les erreurs et y échapper, ni aux CAP.

Aux leaders de l'UGEQ on reproche en effet d'avoir voulu "organiser" les étudiants et non les mobiliser véritablement. Au lieu de tout miser sur la force de ses associations membres, l'UGEQ a voulu établir sa présence jusque dans les coulisses du pouvoir, époque qui connut son apothéose sous M. Gérin-Lajoie au ministère de l'Éducation. Mais ses dirigeants ont trouvé là "la possibilité de se faire un capital politique, au détriment des luttes étudiantes", de commente M. Dagenais.

C'est un fait qu'on retrouve une floraison d'anciens leaders étudiants chez les secrétaires particuliers, conseillers politiques, chefs de cabinet des ministres,

quand ce n'est à l'Assemblée nationale elle-même.

On ne veut guère plus du style des "comités d'action politique", ces avant-gardes fortiment politisées "qui finissent par laisser la masse derrière eux". La nouvelle association ne récusera certes pas certaines de leurs analyses sociopolitiques mais elle craindra le sectarisme et elle croit que la riposte doit être large "puisque le gouvernement attaque tout le monde en même temps".

On en saura plus long sur ses orientations quand sera publiée la déclaration de principes que des délégations régionales doivent étudier au cours de la prochaine fin de semaine, en même temps que le projet de statuts et règlements.

Et s'il n'est pas question, pour le moment, de recréer une Presse Étudiante Nationale (PEN) qui sombra dans le sillage de l'UGEQ, on envisage déjà, au moins, la fondation d'un journal national étudiant.

Le congrès de fondation aura lieu à la mi-mars et permettra de procéder aux élections ainsi qu'à la discussion des grandes orientations de l'ANEQ. Il est impossible, à l'heure actuelle, de rendre les étudiants en tournée plus loquaces sur les objectifs de leur future association. Elle est là "pour la défense des intérêts des étudiants", plate-forme générale mais suffisante, estiment-ils, puisque l'heure est d'abord et avant tout à l'organisation et au regroupement.

Nul n'ignore cependant qu'une opposition plus chatouilleuse quant à l'idéologie est présente au sein du mouvement et qu'elle s'est manifestée tout au long de l'étude du projet de charte.

Un dernier sprint pour l'ANEQ

Dépoîtisé par d'interminables travaux autour d'une charte, le projet de création d'une Association nationale des étudiants du Québec (ANEQ) doit retrouver son souffle premier, le regroupement des étudiants. C'est pourquoi certains leaders du mouvement ont entrepris une tournée régionale pour animer leur base de plus près.

Ils étaient hier au cégep Rosemont; et un peu partout, du Saguenay à Québec, ils tiennent des assemblées générales pour discuter de l'historique, du sens, et des projets de l'ANEQ. "Les assemblées sont moins nombreuses qu'elles l'étaient à l'époque de la lutte des prêts-bourses", déclare un porte-parole, Yves Mallette, mais elles sont tout de même assez fréquentées."

Quelque 150 délégués d'une trentaine de cégeps du Québec polissent et repolissent le projet de charte de l'ANEQ depuis au-delà d'un mois, d'une fin de semaine à l'autre. Le dernier sprint a lieu demain à Sherbrooke et selon les étudiants, il sera vraiment final, de gré ou de force.

14 • Le Devoir, vendredi 28 février 1975

les étudiants s'organisent au québec.

À la dernière session, les étudiants du Québec se sont mobilisés et ont lutté contre les tests TAEU et le système actuel de prêts-bourses au niveau provincial; dans plusieurs Cégep's contre d'autres mesures de l'Etat en Education (manque de matériel, manque de locaux, construction, etc...). Ces luttes objectivement contre les mesures de l'Etat en matière d'éducation (rationalisation et rentabilisation), apparaissent être comme un renouveau du mouvement étudiant à l'Echelle du Québec. Et en ce sens un acquis important s'en dégage: la nécessité, pour les étudiants du Québec, de s'organiser et de lutter contre ces mesures de l'Etat qui, actuellement, pour soutenir les entreprises en crise, doit restreindre les budgets dans les secteurs "improductifs" comme l'Education et les Affaires sociales.

Les étudiants du Québec doivent s'unir pour faire face à l'Etat et à ses mesures. Bien sûr cet affrontement se fait à partir de luttes pour la défense des intérêts immédiats et c'est dans ces luttes qu'on peut voir plus clairement le rôle de l'Etat à cette étape-ci. La création d'une Association Nationale des étudiants du Québec (ANEQ) est donc un premier pas important dans cette voie!

D'autre part les effets de la crise économique actuelle se reflète, il ne faut pas l'oublier, en premier lieu, sur les ouvriers qui sont directement liés à la production de marchandises; cette crise touche aussi les travailleurs en général comme les employés de soutien et les profs dans nos Cégep's. Nous devons unir nos forces face au même ennemi: l'Etat et ses boss les industries en crise!

Bref Historique

Un comité provisoire pour la création de l'ANEQ avait été formé le 7 novembre 1974, à Shawinigan, dans le cadre d'un congrès des représentants étudiants du Québec, congrès qui portait sur la question des TAEU. Ce comité était chargé de produire un projet de constitution. Ce projet de constitution, tant attendu, fut discuté par des "représentants" étudiants lors de 2 congrès les 8-9 fév. et 15-16 février dernier.

de ces 2 congrès ressortent clairement 2 tendances opposées:

la première tendance qui s'est d'ailleurs manifestée dans la lutte des prêts bourses, est une tendance aux structures au bureaucratisme. Cette tendance veut une

constitution rigide, solide, "ben shinée".

la deuxième tendance, et nous en sommes dit qu'il ne faut pas trop s'enfoncer dans les structures et que nous devons nous permettre d'impliquer réellement les étudiants dans la construction de l'ANEQ (nécessité des décisions à la base, assemblées générales, débats dans nos milieux, etc...). Cette tendance, à l'heure actuelle est minoritaire.

À partir de ce que nous venons de voir (les 2 tendances) faut-il se dire qu'il ne faut pas participer à l'ANEQ?

Je ne crois pas, je crois plutôt que c'est en étant présents à l'ANEQ que l'OE pourra faire valoir ses points de vue sur plusieurs questions. Tout cela ne veut pas dire qu'au prochain congrès, au mois de Mai prochain, nous pourrions faire adopter toutes nos positions au Congrès National. Cela veut dire tout simplement que c'est dans le débat que les questions s'éclaircissent.

Faut-il rappeler l'importance de l'ANEQ à l'heure actuelle? Les attaques de plus en plus fréquentes de l'Etat dans l'Education nous poussent à nous organiser localement et provincialement. La nécessité ressentie par beaucoup d'étudiants suite aux luttes de la dernière session de s'organiser au niveau national est un acquis important qui doit militer en faveur de la construction d'une ANEQ. C'est en ce sens que la mise sur pied de l'ANEQ est un premier pas important.

FAVORISONS L'UNITE ENTRE LES ETUDIANTS DE TOUS LES NIVEAUX (SEC CEGEP, UNIVERSITE) !

FAVORISONS L'UNITE, L'ORGANISATION ET LA MOBILISATION DANS LA DEFENSE DE NOS INTERETS IMMEDIATS!

SOUTENONS LES LUTTES OUVRIERES ET POPULAIRES!



POUR UNE ORGANISATION

cégep Vieux Montreal



nationale

EXTRAIT DU BULLETIN
du comité de lutte
d'information et d'organisation

Avant et pendant la lutte, c'est poser avec plus d'acuité la nécessité d'une organisation nationale des étudiants. Cette lutte a été déterminante pour mener le débat largement sur la question de l'organisation nationale. L'anarchie et la mainmise de quelques "leaders" éclairer sur le développement de la lutte ont montrés qu'il est urgent de travailler au développement d'une organisation nationale. Cette absence d'organisation a permis à certains de diriger et d'orienter la lutte comme ils le voulaient.

Pour éviter que la future ANEQ ne devienne l'image du comité des neufs, il s'agit pour nous de s'insérer activement dans les débats qui se tiennent tant au niveau local, régional que national. Le moment est venu d'entreprendre et de concrétiser notre liaison avec les autres CEGEPs de la province. Ce travail commun ne pourra être entrepris qu'à travers une organisation souple, large, démocratique et autonome au niveau national. Un centre de coordination qui devra permettre à l'ensemble des étudiants de s'informer sur les problèmes communs qu'ils rencontrent de s'organiser rapidement pour lutter contre les coupures de budgets et enfin de développer un mouvement étudiant fort.

Les délégués du CIO ont défendus jusqu'au bout les amendements formulés. Il est à signaler l'apport important des organisations comme celles de L'UQUAM de Lionel-Groulx, Limoilou, Edouard Montpetit et Maisonneuve qui étaient déterminés à ce que triomphe ces principes démocratiques. La tournure du Congrès en une espèce de foire de procédures n'a en rien permis les débats de fonds sur l'orientation de l'ANEQ.

L'étude du document de l'ANEQ se poursuivra pendant toute la fin de semaine du 15/16 Février à Trois-Rivières.
LE VIEUX-MONTREAL Y SERA !!!

TROISIEME REMISE POUR LES STATUTS DE L'ASSOCIATION DES ETUDIANTS.
(extrait du journal le Devoir 17 fév. 75)

L'association nationale des étudiants du Québec (ANEQ) reporte son apparition aux premiers jours du printemps, dans un beau synchronisme involontaire qui ne tient qu'aux longues discussions qui se poursuivent autour de ses statuts.

Réunis au cégep de Trois-Rivières en fin de semaine dernière, les délégués des collèges du Québec n'ont en effet pas encore réussi à mettre le point final au projet de charte de l'ANEQ qu'ils fignolaient avec tous les égards dus à la protection de la démocratie en leur rangs. Ils continueront donc leur pèlerinage à travers le Québec entrepris le 8 février à Jonquière, pour se retrouver à Sherbrooke le premier mars,

et décider vraiment de la date définitive de la fondation.

Au cours des deux derniers jours, ils ont longuement discuté des pouvoirs et devoirs de leurs futures instances officielles dont le dénominateur commun est le souci d'un contrôle par la base. "L'instance suprême", celle qui aura juridiction sur toutes les orientations et opérations de l'ANEQ, sera le congrès national, qui réunira trois fois par année trois délégués de chacune des associations étudiantes, soit environ 150 personnes. Le congrès national se préoccupera des petites choses comme des grandes, décidant des priorités, amendant statuts et règlements, déterminant la cotisation des affiliés et la répartition des budgets, créant comités et commissions.

Aussi large qu'il soit, ce congrès ne nommera pas lui-même les membres du Conseil central, autorité décisionnelle entre les congrès. Le Conseil viendra directement des sept conseils régionaux qui y délègueront trois personnes chacun.

Ces 21 personnes pourront élaborer des politiques particulières, et des projets d'actions à court terme mais leurs décisions pourront toujours être soumises à la ratification du congrès dont ils seront principalement chargés de mettre en application les politiques.

Le Conseil central forme lui-même le Conseil exécutif, qu'il "contrôle et dirige" mais soumet son choix au congrès.

Il faudra attendre le mois de mars pour connaître les pouvoirs et rôles du

Conseil exécutif de même que les

Conseils régionaux et les assemblées générales locales. Minutieux, le projet de charte fera autant de place aux modalités de dissolution éventuelle de l'ANEQ qu'à celle de l'affiliation de ses membres.

On ignore encore où sera situé le siège social de l'ANEQ, et l'histoire récente du mouvement étudiant incite à ne pas trop se fier aux rumeurs, même si la rumeur veut actuellement que se soit à Québec. Et si l'on en croit la ferveur régionalisante qui fait voyager actuellement les étudiants, Montréal n'est certainement pas candidate.

Le territoire est réparti en sept régions: Montréal-sud, Montréal-nord, Estrie, Bas-du-fleuve, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Québec, Joliette. La côte-nord devra se rattacher au Saguenay et les éternels esseulés de Rouyn et Hull à Joliette qui prend tout l'ouest québécois sous son aile.

Avant d'ajourner leur travaux hier, les étudiants se sont penchés sur la réaction du ministère de l'Éducation aux recommandations du comité spécial prêts et bourses. Mais même si on s'attend à ce qu'ils ne félicitent pas M. Cloutier de ses quelques réserves austères, il ne fallait pas prévoir d'esclandre majeur.